

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 534 du 15.06.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Brèves

1-1 L'Égypte ouvre le passage de Rafah.

1-2 2 juin : 800 Palestiniens ont franchi dans les deux sens le terminal de Rafah.

1-3 «Le blocus de trois ans imposé par Israël sur la bande de Gaza est absurde, tragique et inacceptable»

1-4 Tnp : Les activités nucléaires d'Israël suscitent de vastes inquiétudes.

1-5 PO dénucléarisé: un projet de texte à l'ONU fait pression sur "Israël".

1-6 Israël refuse de participer à un accord **prévoyant de débattre** sur l'interdiction totale des armes de destruction massive dans le Moyen-Orient.

2 Dossier

2-1 Samidoun : Le canon désarrimé.

2-2 Robert Bistolfi : Question palestinienne ou « problème israélien » ?

2-3 Rim al-Khatib : Terreur et torture: des pratiques israéliennes.

2-4 Agressions sexuelles contre des enfants palestiniens aux mains des soldats israéliens.

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

3-1 « Les faucons israéliens pris en flagrant délire".

3-2 Aviel Magnezi : Une flottille part bientôt pour briser le siège de Gaza.

3-3 Henrik Lindell : Le curé de Gaza Manuel Musallam témoigne.

3-4 Des milliers de Palestiniens devront cesser de travailler pour l'occupant.

3-5 Merav Amir : De nombreux Israéliens voient la frontière comme une vue de l'esprit, pas comme un fait ».

3-6 Le parcours d'une femme libre nourrie au sionisme.

3-7 Le Canada, l'allié le plus fidèle d'Israël.

3-8 Neve Gordon : Ce que le juge Goldstone a appris à ses dépens.

1 Les Brèves

1-1 L'Égypte ouvre le passage de Rafah.

Un représentant du gouvernement égyptien a déclaré le blocus de Gaza un échec et a annoncé l'ouverture indéfinie des frontières, rapportait l'Associated Press dans une dépêche lundi. Cette décision suit l'ouverture du passage de Rafah, entre l'Égypte et Gaza, après l'attaque criminelle d'Israël contre la Flottille de la liberté le 31 mai, qui a fait au moins neuf morts. Le Marxiste-Léniniste est heureux d'apprendre cette nouvelle, qui est le résultat de la résistance héroïque du peuple palestinien et de l'opposition internationale au blocus criminel de Gaza par Israël et aux crimes contre l'humanité commis contre les Palestiniens. Le massacre du 31 mai a provoqué une condamnation internationale, à tel point que l'Égypte a été forcée d'ouvrir le passage de Rafah pour alléger les difficultés causées aux Palestiniens. Même les États-Unis ont été forcés d'envisager la possibilité d'une levée partielle du blocus et ils ont été incapables d'interdire à l'Égypte d'ouvrir la frontière. L'ouverture du passage de Rafah est une admission de l'échec du siège de Gaza. Déjà le 23 janvier 2008, la résistance palestinienne sous la direction du Hamas avait démolé les deux tiers du mur de 12 km entre l'Égypte et la bande de Gaza. En 2007, Israël a institué un embargo criminel contre la population de Gaza et cela a provoqué une grave crise humanitaire. Les groupes d'aide à Gaza font état de pénuries alimentaires, d'un grave manque d'approvisionnements et de services médicaux et de la destruction de l'industrie de la pêche et de l'agriculture à cause du siège et notent que les dommages causés aux maisons et aux infrastructures vitales par l'opération « Plomb durci » déclenchée il y a 16 mois n'ont toujours pas été réparés. Depuis 2007, l'Égypte limitait les déplacements des Palestiniens au passage de Rafah. Les résidents de Gaza se voyaient interdits d'accès d'un côté ou de l'autre de la frontière et devaient attendre.

Il faut maintenant intensifier la campagne pour exiger la levée du siège, qui est considéré comme illégal et comme un acte de châtiment collectif aux termes du droit international. Israël a imposé l'embargo en représailles pour l'élection démocratique du Hamas, le mouvement de résistance islamique, aux élections présidentielles et législatives de 2006 en Palestine.

Le Marxiste-Léniniste salue également l'engagement pris lundi par le premier ministre de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, à offrir à la bande de Gaza « tout ce dont elle a besoin ».

« La Palestine et Gaza sont une prison géante et cette situation ne peut plus continuer », a-t-il dit lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec le président de la Syrie Bashar Al-Assad à Istanbul. « Nous ne pouvons plus nous taire et nous ne nous taisons plus en ce qui concerne Gaza. »

Le président Assad a dit qu'il « respectera toutes les décisions » prises par la Turquie concernant le siège, ajoutant que la Syrie « soutiendra toute décision et toute mesure demandée par la Turquie pour briser le blocus, y compris l'appui à une enquête internationale », faisant référence au refus par Israël d'une enquête internationale sur l'attaque contre la flottille telle que proposée par l'ONU. « Nous ne sommes pas des gens qui ne font que parler et émettre des condamnations, a dit le premier ministre syrien. Nous sommes en faveur de l'action et nous déclarons que nous allons agir. »

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2010/Q40101.htm#1>

1-2 2 juin : 800 Palestiniens ont franchi dans les deux sens le terminal de Rafah.

à la frontière de la bande de Gaza et de l'Égypte, desserrant légèrement le blocus du territoire que la flottille tentait de briser.

L'ouverture du terminal, seul point de passage de la bande de Gaza non contrôlé par Israël, que l'Égypte maintenait généralement fermé, a été ordonnée mardi par le président Hosni Moubarak pour l'acheminement de l'aide humanitaire et le passage des malades.

Cette décision a été prise après l'opération meurtrière menée par les forces israéliennes au large de Gaza contre une flottille internationale qui projetait de forcer le blocus israélien de l'enclave palestinienne pour y acheminer de l'aide humanitaire.

"Le terminal de Rafah est ouvert dans les deux sens", a indiqué un responsable du mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, Bachir Abou al-Najaa, dans un communiqué.

Environ 400 Palestiniens ont franchi la frontière vers l'Égypte, et quelque 200 autres sont passés dans l'autre sens, regagnant Gaza depuis le territoire égyptien, a pour sa part précisé un responsable du côté égyptien sous couvert de l'anonymat.

Au moins 800 Palestiniens devraient quotidiennement emprunter dans les deux sens le terminal, ouvert de 09H00 à 19H00 locales (06H00 GMT à 16h00 GMT), a-t-il estimé.

Les personnes autorisées à passer en Égypte ont en majorité besoin d'être soignées, ou possèdent des visas ou des permis de séjour à l'étranger et doivent sortir pour raisons humanitaires.

Les autorités égyptiennes ont en outre permis le passage à Gaza de quatre générateurs électriques, a précisé le responsable. Neuf autres générateurs ainsi que de l'aide provenant de Russie, de Jordanie et du Croissant-Rouge égyptien, consistant en des vêtements, des tentes, des matelas, des climatiseurs doivent encore passer mercredi.

L'Égypte, régulièrement accusée de complicité de fait avec le blocus israélien pour son refus de maintenir en permanence l'ouverture du terminal, n'a pas cette fois fixé de durée à cette mesure. D'ordinaire, les ouvertures de ce point de passage sont limitées à quelques jours par mois.

"Nous espérons que le point de passage de Rafah restera ouvert de façon permanente et complète", a affirmé Ahmad al-Kurd le ministre des Affaires sociales du Hamas aux journalistes.

"Aucune vie ne doit être sacrifiée pour obtenir l'ouverture du point de passage", a-t-il ajouté.

"Les Egyptiens font cela pour le médias. Ils ouvrent le terminal pour un millier de personnes et le lendemain un autre millier passeront avant de le fermer, et notre souffrance recommencera", dit avec colère Oum Ahmed.
Ce sentiment est partagé par Ahmad Abou Tawil qui craint une ouverture temporaire du terminal de Rafah.
"La dernière fois que le terminal a été ouvert, j'étais sur la liste (pour passer la frontière), mais ils ont soudainement arrêté tout le processus", a-t-il dit.
Des responsables des frontières au sein du Hamas ont précisé que le Croissant-Rouge avait acheminé dans six camions du matériel médical et des générateurs ainsi que cinq minibus offerts par le prince saoudien Al-Walid ben Talal.
L'Egypte justifie le verrouillage de sa propre frontière avec Gaza par la lutte contre les trafics de toutes sortes avec l'enclave palestinienne.
Le Caire entend aussi exercer une pression sur le Hamas afin qu'il signe un accord de réconciliation avec l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas.
<http://www.romandie.com/ats/news/100602174809.q96umyja.asp>
AFP / 02 juin

1-3 «Le blocus de trois ans imposé par Israël sur la bande de Gaza est absurde, tragique et inacceptable»

« Le blocus de trois ans imposé par Israël sur la bande de Gaza est absurde, tragique et inacceptable, a déclaré Filippo Grandi, commissaire général de l'UNRWA.
Grandi espère que le massacre israélien de la flottille humanitaire de Gaza la semaine dernière conduira à une amélioration des conditions là-bas.
"C'est terrible de dire cela, mais j'espère que la tragédie pourrait constituer un tournant en terme de blocus. J'espère que les dirigeants du monde, ceux qui prennent des décisions, ouvriront les yeux sur les souffrances des Palestiniens. Le blocus de Gaza est maintenant presque plus long que le blocus de Sarajevo, a-t-il dit.
Et de poursuivre : « les allégations d'Israël selon lesquelles il n'y a pas de crise humanitaire à Gaza et que le blocus est nécessaire pour garantir sa sécurité est absurde. Si vous avez un demi million de Palestiniens déplacés sur 60 km de Tel Aviv, ce n'est pas une situation saine pour la sécurité d'Israël."
Dans un communiqué régional de L'UNRWA publié, au Caire, Filippo a porté la responsabilité toute entière envers les grandes souffrances des Gazaouis, sur la communauté internationale et l'occupation, appelant les parties concernées à assumer leur responsabilité et sauver plus d'un million et demi d'habitants de la Bande de Gaza totalement sinistrés, en indiquant que plus de 60% vivent sous le seuil de pauvreté, alors que 80% dépendent des aides humanitaires de l'ONU.
Le communiqué onusien a révélé aussi que les deux tiers des habitants de Gaza vivent sans abris, à cause de la dernière guerre israélienne contre Gaza (baptisé opération plomb durci), tout en appelant les dirigeants internationaux à prendre les décisions pour l'amélioration de la situation dans la Bande de Gaza et la reconstruction de ses infrastructures, et permettre l'acheminement des matières de construction.
09/06
<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=141404&language=fr>

1-4 Tnp : Les activités nucléaires d'Israël suscitent de vastes inquiétudes.

Les activités nucléaires et militaires du régime sioniste ont mis en péril la sécurité de la région, voire le monde, et ont entraîné de vastes protestations internationales.
A ce propos, le Président libanais, Michel Sleimane a appelé la communauté internationale à adopter des mesures urgentes et sérieuses pour contraindre le régime sioniste à signer le Traité de non-prolifération nucléaire.
Dans le même temps, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan a demandé à la communauté internationale d'agir, sérieusement, contre la poursuite des activités nucléaires et militaires du régime israélien.
Le régime sioniste qui ne cesse de produire et de stocker des armes nucléaires et chimiques a transformé le Moyen-Orient en un dépôt des armes de destruction massive. Selon les estimations, le régime sioniste dispose, actuellement, d'environ 300 ogives nucléaires et il ne cesse de développer son arsenal nucléaire, refuse d'adhérer au TNP, Traité de Non-prolifération nucléaire.
Ce régime qui bénéficie d'un soutien sans faille de l'Occident, surtout des Etats-Unis, est le seul à posséder l'arme atomique au Moyen-Orient.
Il refuse, également, d'ouvrir les portes de ses installations nucléaires aux inspections internationales. Ceci étant dit, les activités militaires et nucléaires du régime israélien ont mis en danger la sécurité régionale et internationale. D'où l'appel lancé par les pays de la région et du monde aux instances internationales, notamment les instances concernées, pour adopter des mesures urgentes et sérieuses contre le régime israélien, d'autant plus, fort du soutien des Etats occidentaux, ce régime poursuit, en toute tranquillité et impunité sa politique d'occupation, d'agression, et de massacre à l'encontre du peuple palestinien.
<http://french.irib.ir/>

1-5 PO dénucléarisé: un projet de texte à l'ONU fait pression sur "Israël".

"Israël" sera mis en demeure de participer à des négociations pour faire du Proche-Orient une zone exempte d'armes nucléaires, aux termes d'un projet de document final publié mardi à une conférence à l'ONU.
La question d'une zone sans armes atomiques au Proche-Orient est l'une des plus épineuses à cette conférence

de suivi du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), le document signé par 189 pays pour limiter la multiplication des armes nucléaires dans le monde.

Le projet de déclaration finale prévoit l'organisation "d'une conférence initiale en 2012, à laquelle devraient participer tous les Etats du Proche-Orient, devant conduire à l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, sur la base d'arrangements conclus librement entre les Etats de la région."

L'entité sioniste n'est pas citée nommément, à l'exception d'un appel qui lui est adressé de rejoindre le TNP, dont il n'est pas signataire. Les pays arabes avaient souhaité qu'"Israël" soit dénoncé comme un Etat secrètement doté de l'arme atomique.

Le projet de 28 pages, présenté par le président de la conférence TNP, le Philippin Libran Cabactulan, vise à accélérer la recherche d'un compromis, après deux semaines de discussions en commissions qui n'ont pas permis d'atteindre un consensus.

"Je crois que c'est dans l'esprit de ce que nous essayons de réaliser", dix ans après le dernier document consensuel, a déclaré M. Cabactulan lors d'une réunion plénière à propos de son projet.

Selon des diplomates, les négociations sont difficiles. Dans la partie du projet sur le Proche-Orient, le passage sur "des arrangements conclus librement entre les Etats de la région" rencontre l'hostilité des pays arabes qui veulent rendre obligatoire la création d'une zone exempte d'armes nucléaires. "Israël", qui n'est pas présent à la conférence, possède environ 200 têtes nucléaires.

Les Etats-Unis et l'Egypte avaient négocié intensément sur cette question pendant plus d'un mois avant l'ouverture de la conférence le 3 mai. Celle-ci se termine vendredi.

Le TNP repose sur un marchandage. Les Etats dotés de l'arme atomique s'engagent à aller vers le désarmement. Les autres renoncent à la bombe en échange d'un accès garanti à l'énergie nucléaire civile.

Les désaccords entre ces deux camps sont au cœur des difficultés. Les pays en développement veulent qu'une date butoir soit imposée aux Etats nucléaires pour désarmer, ce que des pays comme les Etats-Unis et la Russie refusent.

ALMANAR

26/05

<http://french.irib.ir/index.php/info/moyen-orient/item/95748-isra%C3%ABE-s%E2%80%99oppose-%C3%A0-%E2%80%99appel-de-189-pays-membres-du-tnp>

1-6 Israël refuse de participer à un accord prévoyant de débattre sur l'interdiction totale des armes de destruction massive dans le Moyen-Orient.

Au lendemain de la signature d'un accord prévoyant de débattre sur l'interdiction totale des armes de destruction massive dans le Moyen-Orient, Israël a indiqué, samedi 29 mai, qu'il refusait de participer à sa mise en oeuvre, le qualifiant de "biaisé".

Le gouvernement du premier ministre Benyamin Nétanyahou a qualifié la résolution signée par les 189 pays membres du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de "profondément hypocrite et défailante" car elle "ignore les réalités du Proche-Orient et les vraies menaces auxquelles la région et le monde tout entier sont confrontés".

Le document final, le premier accord de révision du TNP en dix ans, propose d'organiser en 2012 une conférence internationale dont le but sera d'établir une zone dénucléarisée dans l'ensemble du Proche-Orient. Il obligerait notamment Israël à signer le TNP, qui date de 1970, à renoncer à son arsenal atomique, dont il n'a jamais reconnu ni démenti l'existence, et à placer ses installations nucléaires sous surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

"ISRAËL, LA SEULE VÉRITABLE DÉMOCRATIE" DANS LA ZONE

Pour M. Nétanyahou ce texte "stigmatise Israël, la seule véritable démocratie au Proche-Orient et le seul pays menacé d'anéantissement". Auparavant, un responsable israélien regrettait, sous couvert d'anonymat, que seul Israël soit mentionné dans la version finale de l'accord "alors que le texte passe sous silence d'autres pays comme l'Inde, le Pakistan, la Corée du nord qui disposent d'armes nucléaires ou, plus grave encore, l'Iran qui cherche à s'en doter".

Les Etats-Unis ont ratifié l'accord, mais ont également fait part de leur opposition sur ce point. Le président américain Barack Obama a salué "les étapes équilibrées et réalistes" obtenues lors de la conférence, tout en se disant "fortement" en désaccord avec le fait qu'elle ait singularisé Israël.

Israël s'oppose à l'appel de 189 pays membres du TNP 30/05/2010

IRNA- Le Premier ministre du régime israélien, Benyamin Netanyahu, a condamné l'appel pour un Moyen-Orient dénucléarisé inséré dans la déclaration finale de la Conférence sur le suivi du TNP, à New York, a rapporté Press Tv.

Benyamin Netanyahu a indiqué, samedi, qu'il refusait de participer à la mise en oeuvre de l'accord prévoyant de débattre de l'interdiction totale des armes de destruction massive, au Moyen-Orient, qui devrait y être consacré, lors d'une prochaine conférence, en 2012. Selon Benyamin Netanyahu, cette déclaration ignore les réalités du Moyen-Orient et les vraies menaces auxquelles la région et le monde tout entier sont confrontés. Le régime israélien, 6ème puissance nucléaire du monde, est, rappelle-t-on, le seul détenteur d'armes atomiques, dans la région.

29.05.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/05/29/israel-refuse-de-participer-a-l-accord-de-la-conference-du-tnp_1365114_3218.html

2 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Samidoun : Le canon désarrimé.

L'agression illégale contre une flottille humanitaire en haute mer.

Les pirates, corsaires et flibustiers du temps de Sir Francis Drake et de Jean Bart savaient quoi faire quand un canon désarrimé risquait de faire sauter le navire, ils le jetaient par-dessus bord.

C'est une leçon que leurs descendants états-uniens auraient avantage à suivre.

Force est de constater une certaine convergence d'opinions à propos de l'entité sioniste – Israël –. Après moult billevesées et médias mensonges visant à disculper l'« État » des hébreux pour ses crimes à répétition, voilà que s'élève des voix amies pour sinon dénoncer l'« État » terroriste du moins le supplier d'entendre raison. Il y eut d'abord la sollicitation du groupe « J-Street » aux États-Unis suivi de l'appel du groupe européen « J-Call » pour une reconnaissance du peuple Palestinien et l'attribution d'un pseudo « État » que Ilan Pappé qualifie pour sa part de bantoustan épouvantable (1). Par la suite l'agression israélienne contre la flottille humanitaire en Méditerranée souleva l'ire de la communauté internationale et une réprobation unanime que Serge Sur, professeur en droit public à l'université Paris-II Panthéon-Assas, qualifie d'acte de violence en haute mer contraire au droit international. "Israël a commis un acte indiscutablement contraire au droit international" (2) et nonobstant ce que d'aucun affirme, depuis la tragédie du navire de croisière italien Achille Lauro, en octobre 1985, où un passager juif handicapé, Léon Klinghoffer, trouva la mort, la Convention de Rome sur la navigation maritime stipule que nul ne peut attaquer un navire, puis alléguer l'état de légitime défense au motif que les personnes se trouvant à bord auraient résisté à son recours illégal à la violence. Autrement dit, selon le droit international, les agissements de l'armée israélienne enfreignaient la loi et ceux qui s'y sont adonnés doivent être traités exactement comme les pirates somaliens (3).

Ensuite, la doyenne du corps journalistique accrédité à la maison blanche, une dame vénérable qui a toujours bien servi la chaîne de journaux Hearst, que personne ne soupçonnera d'antisémitisme, déclarait candidement le 3 juin dernier : « Les juifs israéliens devraient quitter la Palestine et rentrer chez eux en Allemagne, en Pologne, aux États-Unis et n'importe où ailleurs qu'en Palestine » et ses propos ont été enregistrés (4). L'establishment américain n'est évidemment pas prêt à entendre de telles vérités et madame Helen Thomas dû démissionner, mais il était trop tard, le mal était fait. Henry Makow croit même que l'entité sioniste ne commet ces atrocités qu'à seule fin d'isoler les communautés de religion juive dans le monde et de les forcer à s'exiler sur le chantier militaire israélien où ils deviendront des otages et de la chair à canon pour les desseins sionistes (5).

Enfin, le 6 juin dernier, Ilan Pappé, un historien israélien réputé, avouait au quotidien The Independent que les dirigeants sionistes désirent la destruction du Hamas, « bien que ce soit les seuls à avoir été élu démocratiquement par le peuple arabe, en raison de son opposition politique au type de « paix » qu'Israël entend imposer aux Palestiniens. (...) Les Palestiniens sont instamment priés de renoncer à leur lutte en vue de leur autodétermination et de leur libération nationale en échange de la création de trois minuscules bantoustans soumis à un contrôle et à une supervision israéliens extrêmement étroits. » Et le bon professeur Pappé, le premier israélien à avoir dévoilé les causes de la Naqba (nettoyage ethnique contre les palestiniens), de conclure que la nature et la psyché de l'entité sioniste sont incompatible avec la coexistence pacifique de deux peuples sur cette terre qu'ils ont ensanglanté. Le docteur Pappé écrit : « Vous devez transformer fondamentalement l'état d'esprit tant officiel que populaire en Israël. Cette mentalité est la principale barrière faisant obstacle à une réconciliation pacifique sur la terre déchirée d'Israël et de la Palestine. » (6).

Le canon désarrimer prépare de nouveaux carnages

Non satisfait de soulever la colère de la communauté internationale, de menacer la paix mondiale et d'embarrasser ses plus proches alliés, voici qu'Israël, le canon désarrimer, prépare de nouveaux forfaits plus dramatiques encore. Il apparaît assez évident que les États-Unis ayant trouver dans la spéculation boursière contre l'Euro la façon de contrer la menace européenne à leur hégémonie (7), n'attaqueront pas l'Iran et ne fermeront pas le détroit d'Ormuz et se contenteront, pour donner le change, de faire adopter des sanctions inefficaces par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Ici la tactique américaine ne tient pas compte de son canon désarrimer – l'entité sioniste – qui lui, en sous main, souffle sur les braises et tente de fomenter des incidents pour justifier l'injustifiable, une attaque, possiblement nucléaire prévient Fidel Castro, contre l'Iran (8). Des analystes militaires soupçonnent que l'« État » sioniste a positionné à cet effet l'un de ses nouveaux sous-marins nucléaires dans le golfe Persique.

Tout cela et le reste fait dire à Daniel Vanhove « L'entité sioniste a assez sévit, elle doit disparaître » (9) ce que Gilad Atzmon, compositeur bien connu, propose de faire avec la plus grande circonspection de peur que l'entité meurtrière ne fasse éclater la planète avec ses 200 ogives nucléaires : « Tout ce que les dirigeants mondiaux peuvent encore faire se résume à se réunir entre eux et à décider ensemble de quelle manière démanteler ce collectif morbide, sans en transformer, pour autant, notre planète en un tas de poussière. » (10).

Pourquoi démanteler l'entité sioniste ?

Ce n'est pas parce que l'entité sioniste a commis une agression de plus, une agression de trop disait Dominique de Villepin à l'émission Mots croisés (11), qu'il faut démanteler le soi-disant État de tous les juifs, c'est parce que cette entité est une construction coloniale agressive et guerrière dont la mission est de jouer le gendarme au Proche-Orient.

D'une part, elle ne joue plus ce rôle et elle cumule bourdes et échecs lamentables les uns après les autres. D'autre part, de par sa singularité, les dirigeants de cette base militaire occidentale au levant ont échappé au contrôle de la maison mère américaine et menace l'humanité d'un Holocauste nucléaire.

En 1987, le résistant palestinien Abdel Sattar Qâsim prédisait que l'entité sioniste, de par sa mission coloniale et en tant que base avancée de la puissance américaine était appelé à disparaître. Dans cet extrait Abdel, prisonnier, affronte

courageusement le gouverneur israélien de la province de Turkarm et raconte : « Il me dit que Arafat recherche un État et il est prêt à négocier avec Israël. Je lui répondis : tant mieux, négocie, essaie. Le projet d'État palestinien que vous bénissez sera dépassé par les événements, il sera dépassé par le rapport de forces. Vos charges seront lourdes dans le futur de sorte que vous ne trouverez aucune utilité à négocier avec ceux qui sont prêts à le faire. » (12).

L'entité sioniste n'a pas d'avenir malgré son apparente puissance, puissance de feu et puissance technologique qui dissimule sa faiblesse idéologique et morale, économique et financière. C'est la raison pour laquelle ses soldats peuvent allègrement massacrer des civils désarmés à Gaza ou sur un pacifique navire en haute mer, mais ils fuient devant les résistants du Hezbollah.

Pour les États-Unis le dilemme est bien réel, laisser ce canon désarrimer provoquer d'autres carnages dans sa fuite en avant meurtrière, ou conclure à l'échec de leur tentative de colonisation de la Palestine et faire entendre raison à la population israélienne aliénée et prise en otage par les idéologues sionistes. La création d'un seul État démocratique sur l'ensemble de la Palestine historique apparaît bien comme l'unique solution au drame palestino-israélien.

(1) <http://www.aloufok.net/spip.php?article1783>

(2) <http://www.aloufok.net/spip.php?article2016>

(3) <http://www.counterpunch.com/ridley06022010.html> <http://www.robertbibeau.ca/palestine/Gaza%20Flotilla.doc>

(4) <http://www.youtube.com/watch?v=RQcQdWBqt14>

(5) http://www.henrymakow.com/again_zionists_are_setting_jew.html

(6) <http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/ilan-papp-the-deadly-closing-of-the-israeli-mind-1992471.html> et

<http://www.robertbibeau.ca/palestine/The%20Deadly%20Closing.doc>

(7) <http://www.voltairenet.org/article165451.html>

(8) <http://www.robertbibeau.ca/palestine/castro.doc>

(9) <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=19622>

(10) http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Gilad_Atzmon.070610.htm

(11) <http://2villepin.free.fr/index.php/2010/06/01/1516-dominique-de-villepin-invite-de-mots-croises-gaza-l-assaut-de-trop>

(12) <http://www.robertbibeau.ca/palestine/cirepal.doc>

SAMIDOUN

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

11.06.2010

11.06.2010

<http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article4611>

2-2 Robert Bistolfi : Question palestinienne ou « problème israélien » ?

Avec l'affaire de la flottille pour Gaza, "plusieurs paramètres du dossier régional qui touchent à la détermination des acteurs se sont en effet modifiés ou pourraient maintenant évoluer de manière significative".

Depuis soixante-deux ans, les cassandres n'ont jamais été prises en défaut au Proche-Orient : aux rares moments où un espoir avait pu prendre corps, les colombes ont vite été abattues. L'affaire de la flottille pour Gaza ajoutant une nouvelle péripétie sanglante, faut-il poursuivre dans la plainte ?

Dans une conférence donnée le 4 juin dernier au Sénat, le Ministre espagnol des affaires étrangères et de la coopération, Miguel Angels Moratinos, s'est élevé contre le pessimisme ambiant. [1]. Selon lui, les crises majeures offrent aussi des possibilités inattendues de rebond. Ancien envoyé spécial de l'UE pour le processus de paix, M.Moratinos est l'un des meilleurs connaisseurs du dossier israélo-palestinien. En raison de ses fonctions, l'Espagne assurant actuellement la présidence du Conseil des ministres européen, son discours ne pouvait être totalement libre. Néanmoins, son invitation à sortir des déplorations est la bienvenue : avec l'écho mondial que l'opération a eu, l'arraisonnement des bateaux humanitaires recentre l'attention sur le pourrissement du « processus de paix ». Un point d'inflexion a été atteint : plusieurs paramètres du dossier régional qui touchent à la détermination des acteurs se sont en effet modifiés ou pourraient maintenant évoluer de manière significative.

Certes, l'acteur central qu'est Israël demeure figé sur une ligne sécuritaire à courte vue. De surcroît, sa démarche est incohérente : d'un côté, la reconnaissance qu'un Etat palestinien devra voir le jour, de l'autre la poursuite d'une colonisation qui en sape la possibilité. L'impasse stratégique est devenue évidente. Découragé, le « Camp de la Paix » était devenu aphone : le voici qui se réveille comme le montrent des manifestations antigouvernementales. Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais que la démocratie israélienne soit capable de produire autre chose qu'un pouvoir politique extrémiste, voilà qui rassure un peu. Rassurant, également, le sursaut dans une partie de la diaspora juive dont les représentants communautaires ont trop longtemps confondu « solidarité de base » avec Israël et « aval » donné aux pires errements de sa politique. Aux Etats-Unis, où l'on n'entendait jusqu'ici que des discours politiques formatés par le contrôle de l'AIPAC, un groupe pro-israélien de gauche s'est formé – JStreet – qui vient désormais faire entendre une autre voix juive. En Europe, JCall a lui aussi fait entendre avec clarté le refus d'un alignement sur la politique du gouvernement israélien, ainsi que la nécessité d'une intervention extérieure (européenne et américaine) pour que se concrétise le principe des « deux peuples, deux Etats ». Bien loin d'affaiblir « la cause », comme l'affirment les soutiens inconditionnels d'Israël, la diversité retrouvée des prises de position juives desserre l'étau des affrontements binaires et aide à rouvrir le champ du raisonnement politique. La situation du camp palestinien, autre acteur central dont la division accroît l'impuissance, ne suscitait plus depuis longtemps qu'une attention attristée. Mais, là aussi, des amorces de mouvement pourraient redonner aux politiques du grain à moudre. C'est d'abord, en Cisjordanie, le redressement interne opéré sur plusieurs plans par le gouvernement de Salam

Fayyad et les bons résultats économiques qui, dans les conditions de l'occupation, sont inespérés. Sur un plan plus politique, ce fut l'annonce par le Hamas qu'une trêve de longue durée avec Israël serait concevable si une Palestine libérée voyait le jour dans les frontières de 1967. Il ne faut pas oublier, non plus, la multiplication des prises de position palestiniennes (elles sont essentielles) et des appels étrangers (non moins essentiels) qui affirment que la réintégration du Hamas dans le jeu politique relève de la nécessité objective, et qui font de l'unité palestinienne la condition de base d'une négociation moins déséquilibrée avec Israël.

Le monde arabe en tant que tel n'est plus depuis longtemps un acteur central du conflit sinon à travers une solidarité des peuples, massive mais impuissante, avec les Palestiniens. Autoritaires et crispés sur leurs craintes face à l'Iran ou aux Frères musulmans, les régimes n'ont pas pu, quant à eux, prendre une initiative stratégique collective depuis le « Plan Abdallah » de 2002, réajusté en 2007. Un geste minimal est cependant intervenu : face à l'émoi suscité par l'arraisonnement du Mavi Marmara, l'Égypte de Hosni Moubarak, co-responsable du blocus de Gaza, a dû rouvrir le passage de Rafah. C'est peu, mais la brèche politique et symbolique n'est pas insignifiante.

La Turquie avait longtemps eu une approche plus que compréhensive à l'égard d'Israël ; la crise d'aujourd'hui signifie une reconfiguration majeure des données régionales. Rappelons que les deux pays, au milieu des années 90, avaient noué un partenariat stratégique avec un accord-cadre de coopération militaire. Plusieurs frictions viendront ensuite écorner leurs relations. Lors du bombardement de Gaza, en janvier 2009, le sérieux « incident de Davos » entre Recep Tayyip Erdogan et Shimon Peres avait déjà retenu l'attention des observateurs. Même si le partenariat stratégique n'a pas été formellement dénoncé, l'intensité de la crise actuelle marque un tournant décisif. Deux interprétations opposées s'opposent maintenant. Pour les uns, par sa radicale prise de distance à l'égard d'Israël, Ankara ne peut plus être l'un des médiateurs privilégiés qu'il aurait pu être au Proche-Orient. Pour d'autres, au contraire, l'autorité reconquise dans le monde arabo-musulman pourra lui permettre, le moment venu, de plaider efficacement auprès des acteurs arabes pour l'acceptation des compromis nécessairement douloureux que la fin du conflit requerra.

En dehors des acteurs régionaux directement impliqués, le cercle des intervenants extérieurs au Proche-Orient tend à s'élargir. La Russie, depuis longtemps attentive à l'évolution du conflit israélo-palestinien et à ses ondes de choc aux marches caucasiennes de la Fédération, est membre du Quartet (un « machin » jusqu'ici bien poussif !). Surtout, comme l'a récemment montré l'initiative conjointe du Brésil et de la Turquie à propos du nucléaire iranien, nombre de puissances émergentes voudront de moins en moins abandonner aux seuls « Grands » anciennement établis le traitement de dossiers pouvant affecter les équilibres mondiaux. Cette nouvelle configuration restreindra la marge de liberté dont jouit encore Israël, mais il va de soi que, dans l'immédiat, l'Union européenne et les États-Unis sont potentiellement les seuls acteurs réellement en mesure de peser sur l'évolution du Proche-Orient. La première est toujours incapable de surmonter ses divisions sur un sujet aussi sensible que la relation avec Israël : pourrait-elle faire autre chose, un allègement du blocus étant concédé par les Israéliens, que proposer ses services comme agent de sécurité contrôlant les entrées dans Gaza ? Alors qu'il y a urgence, peut-on croire que l'Europe puisse aller au-delà et faire des propositions réellement audacieuses dans le cadre du Quartet ? L'expérience nous a appris à nous méfier de tout optimisme excessif...

Les États-Unis, qu'on le veuille ou non, détiennent toujours la clé principale de la paix au Proche-Orient. À première vue, leurs messages apparaissent contradictoires : ainsi, dans l'affaire de la flottille, l'ardeur mise à protéger Israël d'une condamnation formelle d'Israël à l'ONU a contrasté avec les multiples signes de désaveu affichés au niveau gouvernemental. C'est en moyenne période qu'il faut donc apprécier ce qui n'est encore qu'un infléchissement de la position de principe des Américains. Pendant plus d'un demi-siècle, Israël étant le pivot de leur appareil stratégique régional, un soutien était acquis d'avance à toutes les initiatives jugées d'un intérêt vital par leur allié privilégié. Les deux seules entorses significatives à ce principe remontent à 1956, lors de l'expédition de Suez, et à 1991, sous la présidence Bush père (un bras de fer avait alors fait plier le gouvernement Shamir, obligeant Israël à participer à la Conférence de Madrid d'où s'ensuivront les Accords d'Oslo). Depuis quelques années, cependant, de nombreux signes avaient montré que le sujet longtemps tabou d'une dissociation possible des intérêts nationaux des deux pays pouvait de plus en plus ouvertement être posé. Un ouvrage universitaire, en 2007, avait fait quelque bruit : dans « Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine », John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt s'étaient interrogé ouvertement sur le poids excessif de ce lobby et sur les atteintes à l'intérêt national liées à une alliance aveugle avec Israël. D'autres voix, ayant elles l'autorité conférée par d'anciennes responsabilités gouvernementales, avaient aussi alerté les cercles les plus élevés du pouvoir sur une politique au Moyen-Orient qui se révèle contraire aux intérêts américains à long terme. Qu'il s'agisse du « Rapport Baker-Hamilton » de 2006, ou, en 2007, de la prise de position sur l'application du traité de non-prolifération nucléaire, cosignée par des personnalités de haut rang comme Henry Kissinger et George Shultz, les réorientations politiques préconisées pour la région impliquaient toutes un réaménagement de la relation avec Israël.

L'élection de Barack Obama avait soulevé de très grands espoirs : ses discours - de Philadelphie sur les relations interraciales, de Prague sur le nucléaire, d'El Azhar sur les relations avec le monde musulman - avaient posé les jalons d'une refondation dans des domaines essentiels. L'ampleur de ces espoirs explique celle, ensuite, des déceptions au vu des reculs ou atermoiements américains. La passivité américaine qui a aidé à l'enterrement du « Rapport Goldstone » sur les bombardements de Gaza fut un moment du basculement dans le désamour. Les déceptions, dans le monde musulman, ont été les plus vives lorsqu'il est apparu que sur les questions liées de Jérusalem et de la Palestine, essentielles pour lui, rien ne changeait et, pire, que Washington pouvait tolérer d'Israël, sur la colonisation, les rebuffades que l'on sait. Ces dernières et, plus généralement, l'autisme du gouvernement israélien face aux timides efforts de relance du « processus de paix » par Washington, donnent à penser qu'à Jérusalem on joue la montre en tablant sur un désaveu à mi-mandat et, à la prochaine Présidentielle, une éviction de Barack Obama. On évoque alors les freins institutionnels que rencontre ce dernier au Congrès, le poids des lobbys pro-israéliens (tel le puissant AIPAC), l'influence des chrétiens fondamentalistes ayant une vision messianique des liens avec la « Terre sainte »... Doit-on pour autant ne plus rien attendre d'une hyperpuissance qui, sur un

dossier où l'on espérait justement que sa capacité d'intervention serait enfin mise au service de la justice et d'une solution constructive, s'est révélée décevante ?

Si le prestige du président américain est au plus bas chez les Arabes et, plus largement, dans le monde musulman, il faut néanmoins raison garder en étant attentif à plusieurs signes qui indiquent des réévaluations substantielles dans l'approche des dossiers stratégiques du Proche-Orient. En mars 2010, auditionné au Sénat, le général David Petraeus, chef des forces armées américaines au Moyen-Orient et en Asie centrale, avait affirmé que le conflit israélo-palestinien nuit aux intérêts américains, gêne les relations avec les gouvernements de la région et affaiblit les régimes modérés, que tout cela « sape les intérêts américains en matière de sécurité nationale ». Enfonçant le clou, il avait aussi constaté qu'une perception largement partagée, celle que les Etats-Unis favorisent Israël, nourrit le sentiment antiaméricain. La netteté du ton, nouvelle, a aussi été celle de Robert Gates, Secrétaire à la défense, rappelant lui aussi que la paix au Moyen-Orient est un enjeu de sécurité nationale et que « l'absence de progrès dans les négociations de paix au Moyen-Orient est exploitée par nos adversaires dans la région ». Est-ce un hasard si, parallèlement, on a pu noter une certaine érosion de l'image d'Israël dans les médias du pays ? Un autre indice, plus significatif politiquement, traduit la volonté des Etats-Unis d'élargir leur liberté de manoeuvre régionale en desserrant les liens trop contraignants de la relation avec Israël lorsque ces liens compromettent une politique à long terme jugée essentielle. En l'occurrence, il s'agit de la politique de réduction du danger nucléaire, définie dans le discours de Prague précité : fin mai, à l'ONU, lors d'une conférence d'examen du TNP (Traité de non-prolifération), il a été décidé que se tiendrait en 2012 une conférence sur la dénucléarisation du Moyen-Orient : cette décision singularise Israël avec l'aval des Etats-Unis, en soulignant qu'il serait opportun que cet Etat signe le TNP et place ses installations nucléaires sous le contrôle de l'AIEA.

Les quelques éléments évoqués n'annoncent pas, bien sûr, une remise en cause formelle de la « relation spéciale » entre les Etats-Unis et Israël. Ils indiquent néanmoins la volonté américaine de remettre en cause le glissement incestueux constaté sous les deux mandatures de Georges Bush, de restaurer une distance utile entre les démarches de deux pays dont les intérêts en partage, pour être étroits, peuvent ne pas toujours coïncider. [2] Sur ce point, l'affaire de la flottille n'a pas fini de développer ses ondes de choc : les pressions sur Israël pour qu'il accepte une enquête internationale sont fortes et, n'admettrait-il in fine qu'une présence américaine dans la commission d'enquête, un certain droit de regard international sur la politique israélienne serait ainsi acté, - et cela marquerait une novation importante.

À un ami israélien : dans le petit livre lucide, décapant mais nuancé, qu'il vient de publier sous ce titre, Régis Debray prolonge le constat accablé d'Un Candidé en Terre sainte : sur la paix toujours différée, sur la Palestine en lambeaux dont chaque nouvelle colonie rend plus problématique l'accession à la vie... L'issue du conflit ? Contre l'attente d'Elie Barnavi, avec qui il dialogue, Debray ne croit pas qu'une intervention extérieure imposera la paix. Cette intervention ne pourrait qu'être américaine, et Régis Debray pense qu'un même soubassement identitaire chez les deux peuples (la croyance en une élection de la Providence) crée entre eux une complicité essentielle qui interdit tout affrontement frontal. Pour expliquer cette complicité de nature, Il ne serait pas nécessaire de faire intervenir le lobby juif... En bref, « l'appel incantatoire à une "pax americana" me semble - dit R.D. - relever du vœu pieux ». En revanche, il veut encore croire que, dans la double référence de la tradition prophétique juive (il parle des « deux Israël ») celle de Moïse ou de Job l'emportera sur celle de Josué. La première lie à l'élection « une mission d'intérêt collectif, entraînant un surplus non de privilèges mais d'obligations ». Mais c'est la seconde, celle d' « une Torah militaire, atrocement ethnique », tournant le dos à des préoccupations universalistes, qui sous-tend aujourd'hui la politique d'Israël. Dans sa réponse, Elie Barnavi moque amicalement Régis Debray en récusant les pièges de l'essentialisme culturel (« à force de te colleter au sacré, tu risques de rater le profane. La politique quoi... »). Le même espère toujours qu'une intervention étrangère - celle dont doute son ami - rompra enfin la spirale de l'échec : « ...le seul moyen de s'en sortir est que quelqu'un, de l'extérieur, nous impose notre propre salut. Ce quelqu'un ne peut être que l'Amérique. » On ne peut ici que pencher en ce sens, avec l'espoir de voir Barack Obama (avec quelle détermination dans l'appui européen ?) prendre enfin à bras le corps le dossier israélo-palestinien. Cela sans illusion excessive : les « Paramètres Clinton », dont beaucoup s'accordent à considérer qu'ils sont la base de départ d'une vraie négociation au Proche-Orient, entérinent déjà un grignotage des intérêts nationaux palestiniens (tels qu'ils avaient été consacrés, il y a bien longtemps, par des résolutions du Conseil de sécurité qui n'ont jamais été respectées)... [1]

NOTES

1. Le colloque, dont Confluences Méditerranée était co-organisateur, avait pour thème : « L'Union européenne pour une paix juste au Proche-Orient – Le moment est venu d'agir »
2. Il y a peu, l'affirmation suivante était encore inconcevable : « ...l'Etat hébreu représente désormais un intérêt un intérêt stratégique américain de troisième ordre dans un monde complexe et exigeant ». Ce constat est celui de Anthony Cordesman, Directeur du département stratégie du « Center for strategic and international Studies », à Washington. Voir : « Israël est-il devenu un risque stratégique pour les Etats-Unis ? »,

Robert Bistolfi

Le Monde daté du 11 juin 2010.

publié par [Confluences Méditerranée](#)

Sources [Islam en France](#)

Posté par [Adriana Evangelizt](#)

2-3 Rim al-Khatib : Terreur et torture: des pratiques israéliennes.

L'arrestation de Ameer Makhoul le 6 mai et de Omar Saïd le 22 avril, en Palestine occupée en 1948 (Etat sioniste) est, une fois encore, la démonstration de la terreur exercée par les appareils sécuritaires contre les Palestiniens de 48, et notamment leurs dirigeants.

La torture pratiquée par le Shabak israélien - l'Etat d'Israël étant le seul Etat, puisque colonial, à avoir légalisé la torture des militants palestiniens - contre les dirigeants Ameer Makhoul et Omar Saïd ne fait aucun doute, à présent.

Les associations de défense des droits de l'homme et les associations civiques, ainsi que la famille de Ameer Makhoul, dénoncent la torture physique, morale et psychologique, exercée par le Shabak pour soutirer des informations aux dirigeants arrêtés.

Ces tortures ont visé à déstabiliser Ameer Makhoul, puisqu'il a été privé pendant des jours et des nuits de nourriture, de boissons et de sommeil. Attaché en permanence et assis sur une chaise basse, ce qui ne lui a pas permis de se mouvoir, il a subi interrogatoires sur interrogatoires, les équipes du shabak se relayant pour poursuivre. Aujourd'hui, après 3 semaines de détention et de tortures, la santé d'Ameer Makhoul est fortement ébranlée, et sa vue a sensiblement baissé. Il ressent des douleurs dans tout le corps.

Ce jeudi, les services du shabak ont emmené Ameer Makhoul au tribunal de Haïfa, où il a été accusé d'avoir transmis des informations sensibles au Hezbollah. De graves accusations ont été avancées par le shabak, mais Ameer a rejeté ces accusations, disant que ces informations ont été soutirées sous la torture qu'il a subie pendant ces trois semaines.

Nous savons combien les appareils sécuritaires et militaires sionistes sont aux abois ! Tout ce qui relie les Palestiniens de 48 aux peuples de la région, notamment les Palestiniens et les Libanais, leur fait peur. Pendant des décennies, ils ont voulu que les Palestiniens de 48 soient des "Israéliens", mais ceux-ci ont refusé: en tant que Palestiniens, ils affirment leur droit à leur liaison naturelle avec les peuples de la région, au-delà des "frontières" de la colonie sioniste, qui ne peuvent que disparaître devant les coups de la résistance.

Depuis la guerre israélienne contre le Liban, en 2006, où l'Etat sioniste a subi une défaite stratégique, les Palestiniens de 48 sont menacés : parce qu'ils refusent de se sentir "solidaires" de la société israélienne, ils sont considérés comme une "cinquième colonne" et des "traîtres". Ils représenteraient, selon les appareils sécuritaires, "une menace contre la sécurité de l'Etat". Parce qu'ils poursuivent leurs luttes contre leur expropriation, contre la suppression de leurs libertés, contre la destruction de leurs maisons, contre la judaïsation de leurs terres et la colonisation de leurs régions, ils sont menacés d'expulsion massive, d'un nettoyage ethnique et religieux inégalé dans le monde contemporain par cette colonie sioniste que le monde impérialiste occidental et oriental a voulu installer sur notre sol.

Ils sont également menacés parce que l'Etat sioniste, fortement déstabilisé par la résistance en 2006 et 2008-2009, ne peut se venger que sur une population qui a choisi la lutte populaire, unitaire et massive, pour faire valoir ses droits.

Israël se venge. Il profite de l'impunité internationale et de la complicité des puissances états-unienne et européenne pour se venger contre les Palestiniens de 48, qui essaient de briser leur "isolement" forcé en intensifiant leur lutte et en maintenant des liaisons populaires et politiques avec leur environnement palestinien et arabe, mais aussi international.

Israël se venge. La condamnation de Ameer Makhoul et l'accusation portée contre lui, comme agent du Hezbollah, ne sont ni les premières ni les dernières condamnations et accusations que les appareils sécuritaires du Shabak fomentent contre les dirigeants de la lutte en Palestine. Depuis 2006, des dizaines de militants et des étudiants ont subi ce sort, tout simplement parce qu'ils ont assisté à des conférences arabes ou rencontré des personnalités arabes dans des pays arabes ou européens. C'est la liaison entre Palestiniens de 48 et leurs frères qui irrite les appareils sécuritaires et politiques sionistes.

Pour les irriter encore plus, pour poursuivre les actions menées par Ameer Makhoul, ses amis et son peuple en direction des peuples du monde, intensifions nos efforts et maintenons cette liaison.

Liberté pour tous les prisonniers palestiniens et arabes dans les geôles de l'occupation sioniste !

Soutenons le juste combat du peuple palestinien pour sa libération, sa souveraineté et sa dignité!

Rim al-Khatib

Jeudi 27 mai

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Rim_al-Khatib.270510.htm

2-4 Agressions sexuelles contre des enfants palestiniens aux mains des soldats israéliens.

Le 18 mai 2010, *Defense for Children International (DCI-Palestine)* a présenté quatorze cas, à des fins d'enquête, au rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture. Les cas présentés ont trait à des agressions sexuelles ou à des menaces d'agression sexuelle à l'encontre d'enfants palestiniens captifs de soldats, d'interrogateurs ou de policiers israéliens entre janvier 2009 et avril 2010. L'âge des enfants va de 13 à 16 ans.

Les soldats israéliens se sont toujours attaqués aux enfants.

DCI-Palestine est de plus en plus alarmé par les informations contenues dans des déclarations faites sous serment et émanant d'enfants qui disent avoir été soumis à des agressions sexuelles, ou à des menaces d'agression sexuelle afin de leur arracher des aveux.

DCI-Palestine a examiné 100 déclarations sous serment recueillies auprès d'enfants en 2009 ; dans 4% des cas les enfants disent avoir été agressés sexuellement, tandis que dans 12% des cas, les enfants signalent avoir été menacés d'agression sexuelle.

Les agressions sexuelles et les menaces d'agression sexuelle exercées contre des garçons, documentées par DCI-Palestine, comprennent l'enserrement des testicules jusqu'à ce qu'ils avouent ; des menaces de viol envers des garçons dont les plus jeunes ont 13 ans, à moins qu'ils avouent avoir jeté des pierres sur des véhicules de colons israéliens en Cisjordanie occupée. DCI-Palestine craint que ces chiffres ne sous-estiment l'ampleur du phénomène.

Dans un des cas documentés par DCI-Palestine, un garçon de 15 ans rappelle ce qui lui est arrivé après avoir été arrêté dans sa maison familiale à 2 heures du matin par des soldats israéliens, en septembre 2009 : « Alors que j'étais assis sur le sol près d'un camion, quelqu'un qui parlait Arabe s'est approché de moi et m'a saisi par les mains, m'a ordonné de me lever et de le

suivre. Il m'a violemment empoigné et m'a traîné. Il m'a forcé à marcher à ses côtés pendant environ 20 mètres ; je pouvais voir sous le bandeau [que j'avais sur les yeux] que nous étions postés derrière une jeep militaire. Il m'a giflé à deux reprises et m'a fortement enserré les testicules en les pressant de plus en plus forts.

Ensuite, il m'a demandé si j'avais jeté des pierres et des cocktails Molotov ; je lui ai dit que non. Alors il s'est mis à crier et à dire « menteur, ta mère est une [...] ». Il a recommencé à me frapper sur tout le corps et une fois de plus, il a m'a enserré les testicules en les pressant très fort. « Je ne te l cherai pas les testicules, sauf si tu avoues », me disait-il. J'avais tellement mal et je n'arrêtais pas de crier. Je n'avais pas d'autre choix que de que confesser que j'avais jeté des pierres. »

Chaque année, environ 700 enfants palestiniens sont arrêtés, interrogés et poursuivis devant les tribunaux militaires israéliens. L'accusation la plus courante est le jet de pierres. Les enfants sont interrogés en l'absence d'un avocat et de membres de la famille. En 2009, plus de 80% de ces enfants ont fourni des aveux après un interrogatoire accompagné de mauvais traitements, le tiers de ces aveux étant rédigés en hébreu, une langue que peu d'enfants palestiniens comprennent. Après leur condamnation devant des tribunaux militaires, la majorité de ces enfants sont incarcérés en Israël, en violation de l'article 76 de la Quatrième Convention de Genève.

DCI-Palestine demande que le rapporteur spécial [des Nations Unies] examine ces rapports et d'autres relatifs à ce qui apparaît comme un recours systématique aux mauvais traitements à l'encontre des enfants palestiniens par les autorités israéliennes dans les territoire palestiniens occupés.

DCI-Palestine demande également que les résultats des enquêtes soient publiés.

[Defence for Children International - Palestine Section](#)

Le 18 mai 2010.

Pour plus d'informations, voir le dernier rapport de DCI-Palestine sur les enfants palestiniens prisonniers d'Israël :

<http://www.dci-pal.org/english/publ/display.cfm?DocId=1166&CategoryId=8>

Traduit de l'anglais par [Info-Palestine.net](#) (19.05.2010) :

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8733

[Texte original en anglais \(18.05.2010\) :](#)

<http://www.dci-pal.org/english/display.cfm?DocId=1476&CategoryId=1>

19 MAI 2010

<HTTP://WWW.SILVIACATTORI.NET/ARTICLE1222.HTML>

3_Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 « **Les faucons israéliens pris en flagrant délire** ».

Un sous-marin, un avion espion et des commandos spéciaux pistaient la flottille humanitaire se dirigeant vers Gaza.

« L'armée israélienne n'avait pas seulement mobilisé des commandos d'élite, des frégates, des hélicoptères et des Zodiac pour intercepter les six navires de la flottille humanitaire. Un sous-marin et un avion-radar étaient aussi chargés de pister le petit convoi et d'enregistrer les conversations à bord. Ces moyens démesurés, eu égard à l'objectif poursuivi, ont été notés avec surprise, à Paris, par l'état-major de la marine.

Quelques heures avant que Sarkozy ne se décide enfin, à 13h6, lundi 31 mai, à exprimer "*sa profonde émotion*" et à condamner "*l'usage disproportionné de la force*" par les Israéliens, ces mêmes officiers de marine paraissaient moins gênés que lui aux entournures. "*Une grave bavure et pas un dérapage*", disait l'un d'eux, en insistant sur la volonté israélienne d'infliger une spectaculaire leçon aux pacifistes et aux pro-Palestiniens.

L'ami Netanyahu

Même son de cloche, si l'on ose dire, à la Direction du renseignement militaire. Lundi matin, sans attendre l'oracle de l'Élysée, on y dénonçait déjà une "*riposte totalement disproportionnée*", face à des navires qui transportaient 10 000 tonnes d'aide à destination de Gaza (matériaux de construction, maisons préfabriquées, fauteuils roulants, équipement médical, etc.). Et, bien sûr, pas d'armes, les Turcs avaient tout vérifié avant le départ. Verdict sévère, mais plus "professionnel", entendu à l'état-major des armées : "*L'armée israélienne n'est plus ce qu'elle était*". Et de critiquer, grâce aux informations recueillies sur place, une opération "*mal conçue, mal planifiée, mal exécutée*". Mardi 1er juin, plusieurs journaux israéliens tiraient les mêmes leçons de ce fiasco, quand ils ne se lamentaient pas sur l'effet produit à l'étranger. Le raid israélien passe mal chez certains diplomates qui connaissent bien le Proche-Orient. "*La guerre de Gaza avait déjà terni l'image d'Israël*, confie l'un d'eux. *Mais la complaisance internationale habituelle, États arabes et France y compris, à l'égard de toutes les actions israéliennes, a laissé croire aux dirigeants de ce pays qu'ils pouvaient tout se permettre*". A preuve la déclaration du ministre travailliste de la défense, Ehoud Barak, qui, comme d'autres, regrette les morts mais ne "*trouve rien à redire*" au comportement de ses commandos spéciaux. Ou celle du Premier ministre Netanyahu, qui "*approuve*" l'ensemble de l'opération.

La semaine dernière, Sarkozy avait reçu cet "*ami chef d'État*", selon la formule d'un autre diplomate. Lequel estime que "*c'était lui faire beaucoup d'honneur, alors qu'il continue à développer la colonisation dans les territoires palestiniens. Malgré l'insistance de la France pour qu'il y renonce*". Ce diplomate l'ignore, mais Sarkozy en a rajouté pour complaire à Netanyahu. "*Je ferai tout, lui a-t-il promis, pour qu'il y ait des sanctions lourdes et rapides contre l'Iran*". » (...) ».

- (5) <http://www.aloufok.net/spip.php?article1813>
- (6) <http://www.legrandsoir.info/La-veritable-menace-a-bord-de-la-Flottille-de-la-Liberte-In-These-Times.html>
- (7) http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9solution_242_du_Conseil_de_s%C3%A9curit%C3%A9_des_Nations_unies#Controverse_sur_l.27interpr.C3.A9tation_de_la_r.C3.A9solution_242
- (8) <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/12-06-10.pdf>
- (9) <http://www.aloufok.net/spip.php?article1764>
- (10) <http://www.robertbibeau.ca/palestine/canon.pdf>

3-2 Aviel Magnezi : Une flottille part bientôt pour briser le siège de Gaza.

Une organisation de juifs allemands prépare une flottille pour s'opposer au blocus de Gaza par Israël.

« Les militants ont peur, mais pas du Hamas » dit un membre de l'organisation.

L'organisation juive allemande, *Une Voix pour la Paix au Moyen-Orient*, prépare une flottille juive pour la bande de Gaza. « *Nous comptons partir autour de juillet* », indique à Ynet un membre de l'organisation, Kate Leitrer. « Nous avons pour l'instant un petit navire, dans lequel embarqueront entre 12 et 16 personnes, principalement des juifs. »

Leitrer, elle-même juive, dit qu'il y a un grand intérêt à s'y joindre à eux. « Obtenir un autre navire signifie plus de dépenses, et nous discutons de cette éventualité, » dit-elle. « Du fait d'un espace limité, il y aura seulement du matériel scolaire, des bonbons, et surtout du matériel musical, il y aura aussi des musiciens à bord qui enseigneront aux enfants de Gaza. Ces enfants ont besoin de voir que les juifs ne sont pas comme dans l'image qu'ils ont pu s'en faire. »

Leitrer affirme également qu'Israël a agi de façon criminelle avec son raid meurtrier contre la flottille de Gaza lundi dernier, 31 mai.

« La direction de l'UNRRA (L'Administration des Nations-Unies pour le secours et la réhabilitation) a demandé au monde d'envoyer des navires en raison de la pénurie de fournitures importantes à Gaza, » dit-elle.

« En arrêtant la Flottille, Israël a commis un acte criminel. Israël ne doit pas agir comme des pirates. »

Les militants ont peur, dit-elle, mais pas du Hamas.

« Des juifs sont allés à Gaza dans le passé, et ils furent traités de manière amicale, » continue Leitrer. « Nous avons aussi discuté avec eux récemment, et ils sont très enthousiastes de savoir que nous venons. Nous avons peur avec ce qui s'est passé sur le Marmara, mais quand on est engagés dans une bonne action, on doit agir. Des gens ont aussi été tués dans la lutte contre le fascisme. »

Elle dément les craintes d'Israël que des armes aient été passées en contrebande vers Gaza sur ces navires humanitaires. « Nous n'avons pas entendu qu'il y avait des armes sur la dernière flottille, et des gens ont été ciblés et tués » dit-elle.

« Nous avons contacté des personnalités d'Israël et leur avons dit qu'elles étaient les bienvenues pour venir fouiller les navires, mais nous leur avons demandé de nous laisser poursuivre jusqu'à Gaza. Ce sont les eaux territoriales de Gaza, et Israël n'a pas à les contrôler. »

« Ouvrir une fenêtre vers Gaza »

Edith Lutz, juive allemande, membre de l'organisation a dit à Ynet que le navire était déjà ancré dans les eaux de la Méditerranée, et que l'organisation avait reçu de nombreuses demandes de juifs et non-juifs pour participer à la flottille. « *Nous avons commencé en Allemagne* » dit-elle, « *mais beaucoup nous ont appelés d'Angleterre, de Suède et des Etats-Unis. Il se pourrait qu'un autre navire nous accompagne, principalement pour emmener des journalistes.* »

Lutz explique, la flottille juive a pour but de faire passer un message : lever le siège.

« Notre navire peut ouvrir une fenêtre entre Israël et les habitants de Gaza, » dit-elle. « Il y a deux ans, j'ai participé à la flottille Free Gaza ; je portais l'Etoile de David et les gamins disaient, "Regarde, elle est juive," et tous m'ont très bien acceptée. Quand nous avons rencontré Ismail Haniyeh (dirigeant Hamas) et lui avons dit qui j'étais, il s'est tourné vers moi et m'a dit qu'ils n'avaient rien contre les juifs ni contre Israël, seulement contre l'occupation. »

Aviel Magnezi

6 juin 2010 - YnetNews –

traduction : Info-Palestine.net

<http://info-palestine.net/article.php3?>

3-3 Henrik Lindell : Le curé de Gaza Manuel Musallam témoigne.

De passage en France cette semaine, père Manuel Musallam, curé de Gaza de 1995 jusqu'à cette année, témoigne des Intifadas et des opérations israéliennes vécues auprès des Palestiniens.

Paroles d'un résistant.

Manuel Musallam est à 72 ans un résistant sans armes.

Qui a appris à prôner une paix juste et prêcher l'amour du prochain quand tout incite à la haine. Il est un de ces héros qui a survécu à l'opération israélienne « Plomb durci » l'hiver 2008-2009.

Maintenant, il refuse le silence.

De passage en France jusqu'au 10 juin à l'occasion du lancement d'un livre d'entretiens écrit avec Jean-Claude Petit (éd l'Aube, 18 euros) (1), il donne des conférences où il évoque les souffrances et la lutte de son peuple. Le 28 mai, il a donné une conférence de presse à Paris devant des journalistes. Nous l'avons écouté.

« Gaza est toujours sous la pression d'un crime contre l'humanité. C'est un crime de guerre qui dure depuis des années », dit-il d'emblée en évoquant la politique israélienne à l'égard de Gaza avec les bouclages et les opérations militaires.

Ainsi « Plomb durci » en décembre 2008-janvier 2009 qui a causé la mort d'environ 1500 Palestiniens dont plusieurs centaines d'enfants. « C'était comme n'importe quelle attaque israélienne avec des chars, des bombardiers et des soldats. Mais au lieu de durer un jour, elle a continué pendant 22 jours. C'était terrible ! »

Manuel Musallam évoque avec beaucoup d'émotion la terreur vécue par les enfants. Directeur de l'École de la Sainte-Famille, il a accueilli et aidé des écoliers et leurs familles tout au long de l'opération et pendant les mois difficiles qui ont suivi.

« Les enfants étaient ... comment vous dire ... étourdis. Ils ne jouaient plus, ils ne parlaient plus, ils étaient tous malades. Je ne les avais jamais vus comme ça. Pendant la journée, quand les bombardements avaient cessé, ils venaient à l'école, s'installaient à leur place, et ne bougeaient que pour aller aux toilettes. Certains avaient vu des membres de leurs familles se faire massacrer. D'autres avaient vu leur maison s'effondrer. C'est à ces enfants-là qu'on va essayer de dire que la paix est possible. Mais la paix ne peut pas pénétrer leurs cœurs. Ils sont nourris par la haine. »

Mourir pour la Palestine ?

Le curé de Gaza a lui-même vécu de nombreuses privations comme tout le monde. Or la guerre donne parfois l'occasion d'innover : « Pendant un mois, on n'avait pas de l'eau potable. Mais la Providence nous a donné des carottes ! On les donc pressées pour obtenir du jus. C'est ainsi que j'ai survécu », se souvient-il en souriant.

Mais le manque d'eau n'était qu'un détail dans cette terreur au quotidien. « Nous disons en tant que croyants que la souffrance fait partie de la vie. Mais cette souffrance-là n'est pas salvifique. C'est trop. On en arrive à se poser la question suivante : faut-il devenir esclave d'Israël ou mourir ?

Je n'accepte pas d'être esclave. »

Mourir pour la Palestine ?

Comme tant de ses compatriotes, Manuel Musallam doit souvent se poser cette question malgré lui. L'armée israélienne ne donne guère le choix. Mais ce n'est pas le message qu'il dit : « Nous ne voulons pas mourir pour la Palestine ! Nous voulons vivre pour construire la Palestine ! »

Et puis il hausse le ton et lance avec émotion cette question rhétorique : « Mais que voulez-vous ?

Qu'on meurt ?! Les Israéliens nous traitent comme des esclaves.

Qui l'accepterait ?

Ce conflit israélo-palestinien est une question de libération d'un peuple. »

Manuel Musallam n'achète pas l'explication officielle selon laquelle « Plomb durci » était une attaque contre le Hamas. « Alors la guerre était-elle contre le Hamas ? » ironise-t-il. « Parmi les 1500 personnes tuées, seules 40 appartenaient au Hamas. »

Qassam

A la question indignée d'une journaliste sur la souffrance des enfants israéliens et une riposte nécessaire aux roquettes Qassam que les militants du Hamas lançaient contre Israël, il répond en donnant les statistiques israéliennes : « Depuis 2001, 24 000 roquettes Qassam ont été lancées contre Israël. Ces armes, qui sont artisanales, ont tué 13 Israéliens et 50 Palestiniens. En effet, beaucoup de Qassam sont tombés à l'intérieur de Gaza. Contrairement à Israël, nous n'avons pas de chars ou d'avions bombardiers. »

Puis il ajoute ces mots qui reflètent ce que pensent généralement les Palestiniens : « Israël est responsable d'un terrorisme d'Etat. Nous avons besoin d'être protégés. Voilà la réalité. »

Quant à la politique d'Israël en Cisjordanie, il refuse également les justifications sécuritaires d'Israël. « Ce qui se passe actuellement à Jérusalem Est et Sud, où Israël détruit des maisons et s'approprie des terrains comme il veut, est une invasion contre l'entité palestinienne. On peut comprendre que l'armée israélienne tue un palestinien armé isolé pour défendre Israël. On peut même comprendre que l'armée détruit sa maison. Je ne suis pas naïf. Mais comment peut-on dire que la politique actuelle est faite pour la sécurité d'Israël ? »

Chrétiens palestiniens

Le curé de Gaza prend soin de préciser la nécessité de dialoguer avec les Israéliens. Mais comment rencontrer des Israéliens chez eux ? « D'Israël, on connaissait les colons à Gaza. Ils ne se mêlaient pas avec nous. Maintenant nous n'avons de relations qu'avec les soldats israéliens qui nous humilient. Ce ne sont pas des amis, ni même des amis possibles. »

Quant aux problèmes de « cohabitation » que les chrétiens palestiniens auraient avec les musulmans, Manuel Musallam tient à préciser plusieurs choses : « Nous les chrétiens sommes d'abord Palestiniens. Nous ne voulons pas cohabiter avec les musulmans. Nous voulons vivre avec les musulmans. Je ne suis pas le curé seulement pour les 300 catholiques de Gaza, mais pour 1,4 million de personnes qui vivent à Gaza. »

Puis il conteste la thèse de la persécution anti-chrétienne en Palestine. « Les chrétiens ne souffrent pas des musulmans. Les chrétiens souffrent du conflit, comme tout le monde. Et certains chrétiens s'en vont pour cette raison-là. Il est vrai qu'à Gaza, à l'époque des caricatures du Prophète publiées en Europe, il y avait des tracts anti-chrétiens. Il était écrit qu'il fallait « tuer les chrétiens ».

Mais, chez nous, c'est le Hamas et les Salafistes qui ont protégé l'église. En réalité, « les chrétiens » signifient « les croisés », c'est-à-dire les Occidentaux agressifs et en l'occurrence chrétiens. Les chrétiens sur place sont des « nazares » et sont protégés par les musulmans. »

En tout cas, on imagine mal comment ce curé-là en particulier pourrait souffrir d'une quelconque persécution religieuse. A l'école qu'il dirigeait, les professeurs sont musulmans comme l'immense majorité des 1200 élèves, dont des fils de ministres du Hamas.

Manuel Musallam a reçu une nouvelle mission. De retour à Bir Zeit, en Cisjordanie, d'où il est originaire, il est membre d'un comité islamo-chrétien qui prépare un colloque en novembre prochain sur l'avenir de Jérusalem. Il a aussi été chargé par l'Autorité palestinienne de présider le département « Monde chrétien » pour développer des relations avec des responsables chrétiens au niveau international.

3-4 Des milliers de Palestiniens devront cesser de travailler pour l'occupant.

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Palestina Libre

Tous les jours à cinq heures, des milliers de Palestiniens font la queue à l'entrée des colonies juives en Cisjordanie pour un emploi, que bientôt ils perdront à cause de boycott des colonies juives par l'Autorité palestinienne [AP].

Des journalistes palestiniens traversant le point de contrôle de l'armée israélienne, à Bilin, pour aller travailler dans les colonies juives de Cisjordanie -

Plus de 25 000 familles vont se retrouver sans leur principale source de revenus si l'AP poursuit son plan visant à empêcher ses citoyens de consommer ou de participer sous n'importe quelle forme, à la production de biens dans l'une des quelques 120 colonies juives en Cisjordanie.

Une loi présidentielle du mois de Mars dernier impose des amendes allant jusqu'à 11 000 euros et des peines d'emprisonnement allant jusqu'à cinq années, pour ceux qui achèteraient, vendraient ou négocieraient avec les colonies juives, considérées illégales en vertu du droit international. Cette loi vise à éviter de légitimer les colonies et à éviter de leur procurer un soutien financier.

Ces dernières semaines, les autorités palestiniennes ont procédé à des dizaines de raids afin de confisquer les produits illégaux, mais jusqu'à présent, ils ne s'en sont pas encore pris aux travailleurs, bien qu'ils aient dit attendre que plus aucun palestinien ne travaille dans les colonies d'ici la fin de cette année.

« Pour l'instant les amendes ne seront pas appliquées aux travailleurs, et ce pour leur donner une période d'adaptation, mais j'espère qu'avant la fin de 2010, plus personne ne travaillera pour les colons » a déclaré le porte-parole de l'AP, ajoutant que, pour ces travailleurs, des emplois seront créés et des prêts seront proposés aux entrepreneurs afin d'aider les petites et moyennes entreprises.

Les Palestiniens qui sont entassés au petit matin en file d'attente aux points de contrôle, en route vers les colonies sont conscients de leur participation à une économie souterraine qui aide le projet de colonisation (qui parfois inclut la construction de maisons pour les colons sur des terres volées aux Palestiniens), mais ils font valoir qu'ils n'ont pas le choix.

« Je sais que je contribue à construire les maisons de mes ennemis, mais j'ai six enfants et j'ai besoin de mettre de la nourriture sur la table. Est-ce que l'Autorité palestinienne a une alternative pour moi ? » se demande Mohamed El-Assad, un travailleur de 40 ans qui travaille dans la construction des maisons dans la colonie de Kiryat Sefer.

Pour les journées où il trouve du travail, il reçoit un salaire d'environ 40 euros, soit trois fois plus que celui qu'il aurait sur un chantier palestinien.

« Je méprise ce travail, mais j'ai trouvé un emploi et un salaire », ajoute Mohammed, tandis que son compagnon d'infortune, Hani Said, a déclaré : « Nous sommes patriotes, mais nous n'avons pas d'autre choix que de travailler dans les colonies, car il n'y a pas d'alternative. »

Selon l'AP, les produits des colonies qui sont vendus dans les territoires palestiniens ont atteint une valeur de 200 millions de dollars annuellement, tandis que beaucoup sont exportés vers les pays européens, en violation des règles internationales.

Imad Yusef, un jeune homme de 24 ans du village de Bilin, dit qu'il ne veut pas « construire des maisons pour les colons » sur ses terres, mais il affirme qu'il n'a jamais trouvé de travail en Cisjordanie, car « il n'y a pas d'usines, pas de projets industriels, les salaires sont très faibles et les emplois ne sont pas stables » et il exige que l'AP trouve des solutions avant d'interdire tout travail dans les colonies. » La majeure partie des travailleurs sont des travailleurs de la construction ou des agriculteurs, mais les colonies ont également des usines dont les produits sont faciles à trouver dans n'importe quel supermarché palestinien.

« Le premier arrêt commercial des produits des colonies est le territoire palestinien occupé » affirme le ministre de l'économie palestinienne, Hasan Abu libdir, ajoutant qu'« Israël inonde notre marché avec ses produits tout en maintenant (...) les politiques qui nuisent à la capacité productive palestinienne et à la croissance économique. »

Le vol des terres et des ressources naturelles et les restrictions à la liberté de circulation sont quelques-unes des principales causes empêchant le développement d'une économie viable et compétitive, ce qui favorise la consommation de produits israéliens dont le commerce n'est non seulement pas rentable, mais rend encore plus dépendante l'économie palestinienne. La campagne de boycott lancée par l'AP cherche à briser ce cercle vicieux et à libérer ses marchés des produits des colons, une initiative qui, cependant, ne serait pas sans coûts et fera disparaître les emplois de beaucoup de personnes.

25 mai 2010

Palestina Libre

Palestina Libre - Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.palestinalibre.org/artic...>

Traduction de l'espagnol : Mariem

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8759

3-5 Merav Amir : De nombreux Israéliens voient la frontière comme une vue de l'esprit, pas comme un fait »

Interview de Merav Amir, coordinatrice des recherches chez « Who Profits from the Occupation ? »

Il n'y a pas énormément d'organisations israéliennes qui combattent l'occupation, mais elles existent.

La Coalition des femmes pour la paix en est une. Il y a trois ans, quelques-unes de leurs collaboratrices ont lancé le projet d'enquête « Who Profits from the Occupation ? ».

En compagnie de quelques militant(e)s belges, les enquêteurs ont mis en lumière le fait que, via sa filiale en Israël, Dexia finançait des colonies illégales.

Merav Amir : « En divulguant des noms d'entreprises et d'organisations impliquées dans l'occupation, nous espérons influencer l'opinion publique et la politique des entreprises. Notre équipe ne compte que deux personnes, mais nous pouvons faire appel à beaucoup de volontaires. Nous collectons des données, des documents, nous étudions des rapports d'entreprises, etc. C'est un travail tant monotone que captivant car, en une fois, on tombe sur une découverte intéressante. »

Dexia était une découverte intéressante. Comment êtes-vous tombées sur cette information ?

« Bien des informations viennent de gens sur le terrain. Nous ne nous serions jamais heurtés à Dexia si nos partenaires belges ne nous avaient pas informées. Mais, inversement, nous pouvons également apporter notre aide. Bien des Belges n'ont pas accès à la presse israélienne, ne serait-ce que pour une question de langue. Collaborer avec une organisation israélienne est donc d'une importance cruciale. En tant qu'Israéliens, nous pouvons entrer dans n'importe quelle colonie et prendre des photos sans que l'armée ne s'en mêle. En outre, nous connaissons la situation et le cours des choses. En tant qu'Israélienne juive, je suis encore discriminée de façon positive, dans mon pays. La meilleure chose que je puisse faire, c'est de tirer parti de cette discrimination positive et des privilèges dont je jouis pour me battre pour la bonne cause. »

Il existe diverses pistes pour exercer des pressions. Pourquoi vous concentrer sur les entreprises et les organisations ?

« Cette situation d'occupation n'existerait pas sans le soutien des entreprises et gouvernements étrangers. Il importe qu'ils comprennent qu'ils sont coupables et qu'ils portent une grande responsabilité. Il est malaisé de faire parvenir ce genre d'information à la population israélienne. Nos médias ont leurs propres règles : ils sont obsédés par quelques affaires et, pour le reste, ils l'ignorent ou le nient carrément. Par exemple, le premier communiqué de presse sur Dexia n'a été repris par personne.

D'autres histoires, toutefois, passent quand même et c'est une bonne chose. Ainsi, dans l'un de nos journaux orientés à droite, on a pu lire que les banques ne concluaient pas d'hypothèques pour les habitations situées dans les colonies. Les colons se sont sentis discriminés, après quoi, les banques ont dit qu'elles octroyaient de nouveau des prêts. Il était clair qu'elles racontaient deux vérités différentes, selon leur public. Nous voulons que ce même journal parle de Dexia, dans l'espoir que les colons se sentent à nouveau discriminés. Peut-être la banque réagira-t-elle à cela en nous montrant si elle poursuit oui ou non ses financements. »

Voyez-vous d'autres façons intéressantes de stimuler le débat public ?

« Qu'on soit pour une solution à un ou deux États, l'économie joue un rôle important. La gauche en Israël a tenté de susciter des années durant le débat public en aidant à la compréhension de l'impact économique : combien cela nous coûte, à Israël, de poursuivre l'occupation ? Toutefois, cette stratégie n'a apporté aucun résultat. C'est pourquoi nous avons décidé de changer de cap. Nous devons rendre l'occupation désavantageuse pour le marché israélien. Le prix économique de l'occupation doit être ressenti jusqu'à ce qu'il soit trop élevé pour le monde des affaires. Nous avons donc inversé la question de savoir combien cela coûte à la population israélienne en disant : Qui tire profit, en fait de l'occupation ? La réponse pourrait bien avoir un effet dégrisant ! »

Quelles sont les réactions que vous recevez, en Israël ?

« Venant du mouvement pour la paix, il y a beaucoup de réactions négatives à tout ce qui ressemble au boycott : cela bloque le dialogue, cela mène à l'antisémitisme en Europe, cela touche les travailleurs palestiniens, déjà si vulnérables, dans les colonies juives, etc. Ce dernier point est certainement vrai et c'est pourquoi, en tant qu'Israélienne juive, je ne prendrais jamais l'initiative du boycott, parce que ce n'est pas moi qui en paierais le prix. Ce que nous faisons est une réponse au large appel, du côté palestinien, à faire ressentir à Israël le poids de l'occupation. En ce moment, ni le marché israélien ni la politique ne voient aucune raison pour changer quoi que ce soit à la situation. »

Qu'avez-vous alors apporté, en tant qu'Israélienne, sur le plan des autres idées ?

« Ce que j'ai remarqué de moi-même, c'est qu'en Israël, on grandit avec l'idée qu'on sait bien comment vont les choses mais, en fait, on n'en a pas la moindre idée. L'indifférence à l'égard de l'autre côté est si grande. Les deux camps ont la même valeur, mais nous nous battons pour notre propre camp. Et c'est dans cet esprit que l'on grandit.

En un sens, la société israélienne est très ouverte, mais il y a peu d'activisme. Ma famille était très opposée à l'occupation, mais personne n'a rien fait. Moi-même, c'est quelque chose que j'ai vraiment dû apprendre. Dès que je me suis engagée, j'ai compris que je ne savais rien du tout, en fait.

Ça a certainement à voir avec l'enseignement. Les décisions politiques maintiennent les jeunes dans l'ignorance. Quand je me suis adressée à des soldats israéliens, je leur ai demandé s'ils savaient qu'ils se trouvaient sur le territoire palestinien. Eh bien, ils ne le savaient pas. Ce n'est pas qu'ils ne veulent pas le comprendre, mais personne ne le leur a jamais appris. La frontière a tout simplement été effacée de leurs programmes scolaires !

Il arrive souvent que les gens ici voient la frontière comme une vue de l'esprit, et non comme un fait. Même le mot « occupation » : beaucoup le voient comme une interprétation personnelle. Voilà la situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Comment faut-il changer cela ? Quatre générations, nées dans le conflit. Je ne cesse de me casser la tête à ce sujet. »

Merav Amir

Plus d'infos: www.whoprofits.org

Journée d'action de la plate-forme « Palestine occupée – Dexia impliquée », le 12 mai 2010.

Vertaald door:

Jean-Marie Flémal

Bookmark/Search this post with:

3-6 Le parcours d'une femme libre nourrie au sionisme.

L'histoire de cette combattante peut nous rappeler celle d'une autre femme, que l'islam considère être l'une des meilleures que l'humanité ait connues.

Je parle de la femme de Pharaon, le tyran au sommet de son arrogance, une femme que tout prédestinait à être complice, à jouer un rôle actif au côté du tyran ; mais sa nature humaine, pure et innée, lui donna le courage de résister, de faire face au tyran et de refuser l'injustice, tout en adhérant à la foi sincère des opprimés.

Tali Fahima, née en Palestine occupée en 1976 dans une famille juive d'origine algérienne, est la jeune femme de nationalité israélienne, dont le service de sécurité Shin Beth affirma qu'elle planifiait de devenir « la première terroriste juive », en voulant agir contre son propre « peuple ». C'est la jeune femme qui, d'une partisane du parti Likoud, a « basculé » en 2003 pour développer des relations et prendre position en faveur de la résistance et du peuple palestiniens, ce qui a fini par lui coûter deux ans d'emprisonnement de 2005 à 2007. Et c'est enfin la jeune femme qui, selon un [site](#) pro-israélien, « vient de franchir un nouveau pas » (sans doute un pas dans l'horreur pour ce site, ndlr) ce lundi 7 juin, en embrassant la foi des opprimés et des résistants de la Palestine, la foi de la femme de Pharaon, la foi de leurs illustres ancêtres autour des apôtres du Christ et des compagnons du Prophète.

Pourtant, Tali Fahima était prédestinée à devenir une femme israélienne nourrie au sionisme, sans aucune considération pour les Arabes de la Palestine, rien que de la haine et du mépris.

Dans une [interview](#) qu'elle a accordée au site des Palestiniens de 1948 (www.pls48.net) en janvier 2010, elle revient sur son parcours, l'éducation qu'elle a reçue et comment elle a fini par découvrir la vérité.

Après des études scolaires, un service militaire dans l'armée israélienne et un passage aux Etats-Unis, elle est rentrée travailler comme secrétaire de direction dans un cabinet d'avocats à Tel-Aviv : « *Je vivais comme toute jeune femme juive à la recherche d'argent* », mais « *malgré l'aisance dont je jouissais, je ressentais un vide intérieur* ».

L'éducation sioniste

A propos de l'éducation qu'elle a reçue en Israël, elle dit : « *Depuis mon enfance, le sionisme œuvrait à nous inculquer la haine contre les Arabes et les Palestiniens. Ils nous apprenaient à avoir peur des Arabes... Ils nous expliquaient que les Arabes étaient des ennemis et que cette terre appartenait aux juifs, et ils nous présentaient des cartes et des documents montrant que cette terre était aux juifs de la mer au fleuve [du Jourdain]. Le sionisme instrumentalisait la religion pour atteindre ses objectifs en considérant que les juifs sont le « peuple élu » et que par conséquent, les autres ne méritaient pas une place d'égale dignité* ». Elle se rappelle du mépris qu'elle avait pour les ouvriers arabes, et que « *l'influence de l'éducation sioniste faisait que rien que la vue des panneaux en langue arabe dans les rues me dérangeait* ».

Le basculement et la prison

Le changement fut enclenché au début des années 2000 avec la deuxième Intifada et la peur qu'elle provoqua. Elle voulait comprendre et commença à se poser des questions sur ces événements. Une opération kamikaze lui fit se demander : « *Qui a fait cette opération et pourquoi ? Y a-t-il un but qui mérite que l'on se sacrifie pour lui ? Quelles sont les véritables motivations ?* »

Tali n'a pas trouvé de réponses à ses questions dans les médias israéliens, mais ce fut Internet qui lui ouvrit les yeux sur les mensonges sionistes, et qui lui montra les premières vérités, des vérités qui la secouèrent et qui l'incitèrent à rencontrer ces Palestiniens qu'elle avait appris à détester. Un chemin qui la conduisit à la rencontre avec un chef du mouvement de résistance des Brigades des Martyrs d'al-Aqsa, et la visite du camp meurtri de Jenine. Toutes les thèses sionistes s'écroulèrent, et tout devint plus clair : « *Ce ne sont pas des terroristes, ce sont des résistants et des combattants qui ne veulent que leur liberté* ».

Tali resta à Jenine et y travailla sur un projet pour les enfants palestiniens ; tout en se déclarant publiquement opposée à la politique des assassinats ciblés menée par l'Etat d'Israël, et en se proposant de servir de bouclier humain. Depuis lors, elle fut l'objet d'harcèlement sécuritaire et médiatique. Elle fut arrêtée une première fois en 2004, puis en 2005 où elle fut condamnée à trois ans de prison pour avoir fourni des informations à l'ennemi, et pour avoir été dans les territoires « contrôlés » par l'Autorité palestinienne entre autres charges. Elle fut libérée en 2007 pour bonne conduite.

Comment elle voit l'avenir

Tali affirme : « *Le sionisme est une institution qui représente un danger pour la sécurité locale et internationale. Je pense que le projet sioniste est en déclin et en fort repli, et que les sionistes le savent. Le projet sioniste ne va pas durer longtemps, et il y a un dysfonctionnement qui apparaît dans la société israélienne aux niveaux religieux, social et moral. J'ai la conviction que toute colonisation se dirige vers sa fin* ».

« *Mais il semble que la région va assister à une dangereuse escalade avant la disparition du projet sioniste, et ce qui se passe à Jérusalem Est et à la mosquée al-Aqsa en est un signe manifeste* », ajoute-elle.

Et à propos de la gauche israélienne, elle déclare : « *Je ne comprends pas le combat de la gauche israélienne, et je crois fermement que cette gauche est l'un des bras du projet sioniste. Elle est assurément au service de la colonisation israélienne, sciemment ou inconsciemment* ».

Sa rencontre avec le mouvement islamique en Palestine de 48 et le cheikh Raed Salah

« *Note vision à propos des Arabes fut noircie, c'est ce que le sionisme voulait nous inculquer, mais notre vision du mouvement islamique et du Cheikh Raed Salah (le chef de la branche du nord de ce mouvement, ndlr) était encore plus noire* » dit-elle.

Mais en écoutant le Cheikh lors de son arrestation en 2003, Tali s'était rendue compte de la chape sécuritaire injuste que l'Etat d'Israël lui imposait, et elle voulut en savoir plus sur lui ainsi que son mouvement.

Elle se renseigna sur le mouvement, assista à des conférences et finit par rencontrer le Cheikh Salah. Elle fut impressionnée par son rayonnement, sa modestie. Pour elle, c'est lui qui « *représente désormais la véritable pensée, pure, claire et sincère dans une époque où le projet nationaliste a échoué* » et c'est ce qui fait qu'« *il court un danger de la part du pouvoir sioniste qui le poursuit pour ce qu'il représente, et pour ses efforts visant à dévoiler la vérité des plans sionistes* ».

Le pas de plus

Ce fut donc ce lundi 7 juin que Tali Fahima a franchi le pas en déclarant la profession de foi musulmane dans une mosquée à Umm al-Fahm, au nord de la Palestine dans la région de Haïfa, là où se trouve le siège de la branche Nord du mouvement islamique. Les journaux israéliens et leurs relais à l'étranger ont largement diffusé la nouvelle, mettant l'accent sur ses liens avec les « terroristes » !

Le yediot Aharonot [rapporte](#) que Tali Fahima ne souhaitait pas faire de commentaire car elle refusait toute interview à des « médias sionistes ».

Le cheikh Yusuf Albaz présent à la conversion déclara : « *J'aime beaucoup son état d'esprit. J'apprécie toute personne qui préfère la résistance à la capitulation, et Tali Fahima est un exemple de résistance* ».

Le 10 juin 2010

Yad-La-Joie

3-7 Le Canada, l'allié le plus fidèle d'Israël.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, n'a pas quitté le Canada aussi rapidement que ce que l'on aurait pu croire hier.

En fait, il a effectué l'essentiel de sa visite à Ottawa, démontrant ainsi à quel point le gouvernement Harper est devenu un allié précieux et apprécié par Israël.

Hier matin, pendant que la communauté internationale réagissait fortement à l'attaque meurtrière de l'armée israélienne contre la flotte de six navires humanitaires en route vers la bande de Gaza, Benjamin Nétanyahou et Stephen Harper se rencontraient calmement dans le bureau du premier ministre canadien au Parlement.

La réunion, prévue de 10h à 11h, n'a pas été annulée, au contraire.

Plutôt que de rencontrer les journalistes pour un point de presse commun à 11h15, les deux hommes ont poursuivi leur tête-à-tête, invitant plusieurs ministres du gouvernement Harper à se joindre à la réunion. M. Nétanyahou a quitté le bureau de Stephen Harper seulement à 12h44, soit plus tard que prévu et près de 2h30 après avoir annoncé publiquement qu'il devait rentrer d'urgence en Israël pour gérer la crise.

La veille, dimanche, les deux hommes ont passé l'après-midi ensemble au 24 Sussex, en compagnie de leurs épouses.

Autre signe des liens plus étroits qui lient le gouvernement Harper et l'État hébreu: Nétanyahou a préféré visiter le Canada une journée avant son allié traditionnel, Washington. Un fait rare. C'est donc la rencontre de aujourd'hui à la Maison-Blanche qui a été annulée.

De plus, le séjour de Benjamin Nétanyahou au Canada était le premier par un chef d'État israélien depuis Yitzhak Rabin, en 1994. Tous ces gestes ont une importance diplomatique.

« Depuis que Stephen Harper a pris le pouvoir, le Canada a abandonné son rôle d'arbitre neutre au Moyen-Orient et a adopté une position pro-israël », explique Julien Saada, coordonnateur de l'Observatoire sur le Moyen-Orient de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. « Les États-Unis, sous l'administration Obama, sont restés un fidèle allié d'Israël, mais ils ont été plus durs récemment, notamment sur l'expansion des colonies. Ça n'a pas été le cas au Canada. Le gouvernement Harper veut être un allié inconditionnel d'Israël. »

Julien Saada n'a donc pas été étonné de voir la réponse très mesurée du Canada à l'offensive israélienne hier. De fait, la réaction canadienne a été l'une des plus douces de la communauté internationale.

Pendant que le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, se disait « choqué » par l'attaque qui a fait une vingtaine de morts et que le président français, Nicolas Sarkozy, affirmait que l'action de l'État hébreu était « disproportionnée », Ottawa y allait d'une courte phrase: « Le Canada regrette profondément les pertes de vie et les blessures causées dans cet incident », a soutenu Stephen Harper, qui a dit chercher davantage d'informations « afin de faire la lumière sur ce qui s'est passé exactement ». Rien d'autre n'a été ajouté dans la journée.

Une déclaration très semblable à celle de la Maison-Blanche (Obama et Harper se sont d'ailleurs parlé de la situation hier), à la nuance près que Washington souhaite une enquête pour tout connaître de la tragédie. L'Europe a également exigé une enquête, mais indépendante.

Un allié inconditionnel

Dans l'entourage du premier ministre Nétanyahou, on considère maintenant le Canada comme l'allié le plus fidèle d'Israël.

Une voix presque sans critique dans un monde qui a parfois durement rabroué les actions de l'État hébreu, notamment lors des offensives au Liban (2006) et dans la bande de Gaza (2008). Ottawa avait été le seul pays à trouver l'offensive de Tsahal au Liban « mesurée ».

Ce n'est pas pour rien que l'organisme activiste juif B'nai Brith vient de lancer une campagne de publicité pour féliciter le gouvernement Harper de son appui « inconditionnel » à Israël.

Il faut dire que Stephen Harper est allé plus loin que n'importe quel premier ministre canadien avant lui lorsqu'il a déclaré, quelques mois après son arrivée au pouvoir, qu'une attaque contre Israël serait considérée « comme une attaque contre le Canada ».

La fin des subventions à certains organismes canadiens qui critiquent Israël et la crise à Droits et Démocratie montrent également à quel point l'appui à l'État hébreu a pénétré la pensée du gouvernement dans les derniers mois.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et le leader du NPD, Jack Layton, soutiennent que le Canada devrait exiger une

enquête indépendante. Gilles Duceppe aurait aimé une réponse plus ferme du Canada hier. «C'est le pire service à rendre à des amis que de ne jamais critiquer les décisions d'un autre pays, a-t-il dit. On peut critiquer des décisions du gouvernement israélien sans être contre l'Israël.»

Le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, a dit «regretter les pertes de vies», mais n'a pas exigé une enquête internationale. «Nous reconnaissons à Israël le droit de se défendre, mais dans cette région, il est important que la réponse à des menaces à la sécurité soit mesurée», a-t-il simplement dit dans un communiqué de presse.

1 juin

<http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/290009/le-canada-l-allie-le-plus-fidele-d-israel>

3-8 Neve Gordon : Ce que le juge Goldstone a appris à ses dépens.

Richard Goldstone a appris une chose ou deux l'année dernière. Depuis que Goldstone, qui se décrit lui-même comme un juge juif et sioniste d'Afrique du Sud a émis un rapport accusant Israël (et le Hamas) de crimes de guerre, il a été la victime d'une campagne bien orchestrée visant à le discréditer. Il y a deux semaines de nouvelles "révélations" se sont répandues dans la presse, accusant Goldstone d'avoir envoyé 28 Sud Africains noirs à la mort pour des offenses criminelles quand il était juge à l'époque de l'apartheid. "Le juge qui a condamné des noirs à la peine capitale " a déclaré Reuven Rivlin, porte parole de la Knesset israélienne "n'a aucun droit de faire la leçon à un état démocratique qui se défend contre le terrorisme".

Et ce n'est que le dernier épisode d'une campagne incessante de dénigrement. De nombreux observateurs ont remarqué que, si cet acharnement à détruire le message a pour but de détourner l'attention de la vérité, il faut aussi souligner que ce travail de sape contre Goldstone n'est qu'un petit échantillon de ce dont est capable l'appareil d'état au service de la promotion d'Israël. Il est donc nécessaire de donner une vue d'ensemble.

En 2004, le Ministre des Affaires Etrangères Israélien s'est offert les services des firmes spécialisées dans les Relations Publiques Internationales pour planifier et coordonner une campagne pour améliorer l'image d'Israël qui se détériorait rapidement. Ils ont offert à Ido Aharoni le poste de responsable du département du Ministère de la promotion d'Israël qui a fait plusieurs études sur la question. En voici la teneur : Chaque endroit a une image... Chaque lieu a un ADN, une personnalité, exactement comme un être humain. Le Brésil est associé au plaisir, Paris à l'amour, Las Vegas au péché... Et Israël ?... Pour tout le monde l'ADN d'Israël, c'est le conflit, de sorte que le contexte dans lequel Israël est perçu est négatif que vous soyez d'accord avec sa politique ou non. Afin de restaurer son image, le Ministre des Affaires Etrangères a décidé de détourner l'attention du conflit du Moyen Orient en mettant en avant la recherche israélienne sur les cellules souches et les jeunes experts de l'informatique qui ont donné le message instantané "chat" au monde. Aharoni pour sa part, a soutenu qu'Israël devait promouvoir son style de vie, ses loisirs, son environnement, son art et sa culture, ses réalisations scientifiques, sa haute technologie, sa population et son héritage culturel en s'appuyant sur le livre de Dan Senor et Saul Singer "promouvoir une nation". Le seul problème d'après Aharoni "c'est que quand nous parlons d'Israël nous parlons du conflit et cela rebute jusqu'à nos plus enthousiastes supporters". Aharoni est convaincu que si Israël change de discours sur lui-même, son image à l'étranger changera.

Martin Kace, fondateur et président d'Empax, consultant en entreprise, n'est pas d'accord avec cette approche. A la conférence annuelle de Herzliya sur la Sécurité Nationale, il a affirmé :

C'est exact que le pays peut s'enorgueillir d'une quantité incroyable d'innovations techniques. Israël est numéro un dans le domaine de la production agricole, dépose plus de brevets biomédicaux que n'importe qui d'autre chaque année, reçoit beaucoup de prix Nobel, a des plages magnifiques, une population superbe et légèrement vêtue, une communauté gay très active, etc...

"Voilà ce que le Ministre des Affaires Etrangères propose comme matière pour sa campagne de communication en faveur d'Israël, cela échouera misérablement... parce que cela exige des gens qu'ils changent complètement leur perception d'Israël". Une campagne de communication, selon Kace, doit se baser sur la vérité et une grande partie de la vérité est qu'Israël est engagée dans un conflit contre ses voisins depuis des dizaines d'années. par conséquent il est impossible de centrer une campagne de communication pour promouvoir Israël sur le progrès, le plaisir et la modernité en demandant au monde de faire comme si le conflit n'existait pas.

kace ne recommande pas qu'Israël mette fin au conflit mais que le conflit soit intégré à la campagne de communication d'Israël, car d'après lui, l'image d'Israël ne peut être améliorée que si le message est crédible et il ne le sera pas si on laisse de côté le conflit. Son idée est de présenter Israël comme le Pays de l'Expertise Sécuritaire.

Sans attendre ces débats, d'autres acteurs en Israël avaient déjà compris que le projet du Ministre des Affaires Etrangères d'ignorer le conflit et de promouvoir les innovations médicales, environnementales et technologiques d'Israël ne sauverait pas la réputation du pays. Cependant leur stratégie est très différente de celle de Kace. Contrairement aux campagnes de communication d'autres pays dont le but est de créer des associations positives gr ce à l'utilisation ou la répétition d'images valorisantes, ces architectes de la machine israélienne de communication ont décidé de passer à l'offensive en faisant tout ce qu'ils peuvent pour semer le doute et le discrédit sur la réputation de quiconque ose faire état des manquements d'Israël aux droits humains.

Le but de cette offensive est d'interrompre le flux d'informations collectées sur le terrain. Informations qui sont rassemblées, organisées et relayées par des associations de défense des droits de l'homme ou par les médias internationaux.

La répartition des t ches à l'intérieur de la machine de communication de l'état d'Israël est assez claire désormais. Les ONG de droite et les mouvements sociaux comme l'ONG Monitor de Gerald Steinberg et Im Tirzu font le plus gros du sale travail McCarthiste. Leur liste noire inclut non seulement des personnes qui critiquent les violations des droits de l'homme en Israël, comme Goldstone, mais aussi des ONG pour les droits humains autochtones ou internationales et leurs donateurs, en particulier l'Union Européenne, la fondation Ford et le New Israel Fund. Récemment L'ancienne membre de la Knesset,

Naomi Chazan, qui est à la tête du New Israel Fund a été représentée avec une corne sur la tête sur des affiches géantes, parce que son organisation avait financé des organismes de droits de l'homme qui ont donné des renseignements au Juge Goldstone.

Ces organisations McCarthistes travaillent, en fait, main dans la main avec des législateurs de droite. Le 28 avril 2010, 19 membres de la Knesset ont proposé une loi destinée à interdire une ONG "s'il y avait de sérieuses présomptions qu'elle ait communiqué des informations à des entités étrangères ou qu'elle soit impliquée dans des procédures à l'étranger pour poursuivre pour crime de guerre des membres haut placés du gouvernement israélien ou des officiers de l'armée israélienne". Si elle est adoptée, les organisations israéliennes de défense des droits humains ne pourront plus communiquer leurs rapports à l'ONU ni à l'Union Européenne ce qui revient à étouffer toute information sur les violations des droits humains et les crimes de guerre.

Des Think Tanks de droite comme l'intitut Reut, ont suivi le mouvement en proposant des grilles de lecture au décideurs. Ainsi dans le projet "Construire un pare-feu politique contre ceux qui discréditent Israël" Reut soutient que toute personne qui critique Israël fait partie d'un "réseau visant à disqualifier Israël" et donc représente "une menace existentielle". Selon Reut ce réseau comprend "des organisations ou individus occidentaux - principalement des membres de l'extrême gauche européenne, des Arabes, des groupes islamiques et des Juifs et des Israéliens dits post ou anti-sionistes [qui] nient le droit d'Israël à l'existence à l'aide d'arguments politiques ou philosophiques". Dans ses conclusions le Think Tank adopte le paradigme de Huntington sur le choc des civilisations et prétend que "la disqualification d'Israël se nourrit du rejet de l'existence d'Israël et donc aucune stratégie ni expert en relation publique n'y mettra fin". Et donc qu'il faut absolument "faire une campagne de communication contre l'autre camp" (c'est à dire celui des critiques d'Israël) si l'on veut sauver la réputation et même l'existence d'Israël.

Les campagnes de communication diffamatoires sont une réalisation internationale et ne sont pas l'œuvre des seuls Israéliens. Les principaux acteurs en sont bien sur Alan Dershowitz mais d'autres moins connus jouent aussi un rôle. Dr Mitchell Bard, le directeur exécutif de l'Entreprise Coopérative Israélo-Américaine et l'historien Gil Troy de l'Université MacGill, ont récemment publié un article résumant les discussions du Groupe de Travail sur la Disqualification au Forum Global contre l'Antisémitisme de 2009. Les deux auteurs suggèrent qu'il est primordial de "renommer et redéfinir" le boycott palestinien "Désinvestissement et sanctions" (BDS). "Nous devons montrer que BDS n'est pas une remise en cause légitime mais une expression de l'antisémitisme ancestral". Le rapport présente la lutte contre BDS comme une guerre, avec les mots comme "ennemi", " quartier général", "poste de commandement", "combat", "bataille" et "champ de bataille" pour montrer que la stratégie qu'ils préconisent doit être dirigée contre les artisans du boycott.

Mais la campagne de communication ne s'attaque pas seulement aux organisations des droits de l'homme, à leurs donateurs, aux critiques individuels ou aux militants de BDS. Elle s'attaque aussi ironiquement aux lois humanitaires et des droits humains internationales - les lois mêmes qui ont été votées suite aux horreurs de l'holocauste. C'est en tous cas ce qui ressort d'une conférence organisée par le "Projet de Guerre Juridique" (en Anglais Lawfare Project NdT). La logique est claire : la loi internationale des droits de l'homme est utilisée pour critiquer la politique d'Israël dans les Territoires Occupés et est préjudiciable à la réputation d'Israël, elle doit donc disparaître.

En menaçant la loi internationale des droits de l'homme, un des piliers essentiels du monde d'après guerre, la campagne de communication pour réhabiliter Israël pourrait avoir des conséquences qui dépassent largement le conflit israélo-palestinien. Et c'est une éventualité extrêmement inquiétante.

Neve GORDON

Neve Gordon est un militant israélien et l'auteur de "l'Occupation israélienne" (University of californian press, 2008)

Neve GORDON

(Counterpunch)

27 mai 2010

Traduction D. Muselet

Pour consulter l'original :

<http://www.counterpunch.org/gordon0...>

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Ce-que-le-juge-Goldstone-a-appris-a-ses-depens-Counterpunch.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19